



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 2

de la Décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action pluriannuel en faveur de la République de Djibouti pour 2021-2024

Document d'action « Facilité de coopération »

PLAN D'ACTION PLURIANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail pluriannuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action au sens de l'article 23(2) du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base	Facilité de coopération CRIS number: NDICI AFRICA/2021/043-230 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe'	Non
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée sur l'ensemble du territoire de Djibouti
4. Document de programmation	Document de programmation conjointe 2021-2027
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	Mesures d'appui ou d'accompagnement de la programmation
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	15110 – Politiques publiques et gestion administrative
7. Objectifs de développement durable (ODD)	- ODD principal: ODD 1 « Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde » - Contribution à l'ODD 17 « Partenariat pour la réalisation des objectifs »
8 a) Code (s) CAD	15110 – Politiques publiques et gestion administrative
8 b) Principal canal de distribution @	Institutions de l'UE – 918 Canal de distribution : Secteur privé du pays donateur – 61000

9. Objectifs de dépenses	<input checked="" type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Education <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif politique général @	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et Tags:	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags: transports contacts interpersonnels	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

	énergie		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET

12. Montants concernés	<p>Ligne budgétaire : BGUE-B2021-14.020121-C1-INTPA</p> <p>Coût total estimé: 4 000 000 EUR</p> <p>La contribution est d'un montant de 1 500 000 EUR du budget général de l'Union européenne pour l'exercice N, d'un montant de 1 000 000 EUR du budget général de l'Union européenne pour l'exercice N+1, d'un montant de 1 000 000 EUR du budget général de l'Union européenne pour l'exercice N+2 et d'un montant de 500 000 EUR du budget général de l'Union européenne pour l'exercice N+3, sous réserve de la disponibilité des crédits pour les exercices respectifs suivant l'adoption du budget annuel correspondant, ou comme prévu dans le système des douzièmes provisoires.</p>
-------------------------------	--

GESTION ET EXECUTION

13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)¹	<p>Gestion directe avec:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Passation de marchés
--	--

1.2 Résumé de l'Action

La Facilité de coopération (FC) permettra d'accompagner la coopération dans les domaines prioritaires de la programmation conjointe pour la période 2021-2027. Le programme y relatif contribuera à la consolidation du partenariat entre Djibouti et l'Union européenne, pour une coopération efficace, meilleure connaissance, compréhension et un meilleur soutien à l'Union Européenne. Il vise à soutenir la coopération et à favoriser la mise en œuvre des nouveaux mécanismes de la coopération au développement dans le contexte du nouvel Instrument de coopération NDICI.

Le premier Plan national de développement (PND) 2015-2019 a constitué pour Djibouti un moyen efficace pour réaliser et intégrer l'accélération concernant les Objectifs de développement durables (ODD), la Stratégie de croissance accélérée (SCAPE) du pays ayant été lancée avant l'adoption globale du programme des Nations unies de développement durable à l'horizon 2030 sans aborder la réalisation exhaustive des ODD. Pour le plan de seconde génération dénommée « Djibouti I.C.I », le gouvernement de Djibouti a identifié trois principaux domaines prioritaires : l'inclusion, la connectivité et les institutions.

Le processus d'élaboration du second PND 2020 – 2024 a cependant été interrompu par la pandémie du COVID- 19, mais vient d'être finalisé ; il met l'accent sur l'atténuation de l'impact de la COVID-19 sur le budget national afin de développer un cadre de financement complet et l'accélération de la mise en œuvre des ODD à Djibouti.

Le présent programme vise à soutenir le pilotage et une mise en œuvre plus performante des politiques publiques permettant d'atteindre les résultats du nouveau PND.

¹ Art. 27 NDICI.

L'objectif global de ce projet est de permettre à la coopération UE-République de Djibouti de réaliser ses objectifs de façon efficiente en tenant compte des contraintes identifiées, tout en améliorant la communication stratégique sur l'action extérieure de l'UE dans le pays.

Le projet a comme objectifs spécifiques de permettre à l'UE de pouvoir accompagner et soutenir les autorités nationales tout en permettant de suivre et de monitorer de près les actions entreprises au titre des financements de l'Aide publique au développement (APD) européenne, et d'améliorer la communication stratégique de l'UE dans le pays, en informant et sensibilisant un large public sur l'action extérieure européenne, avec la mise en place d'une diplomatie publique européenne renforcée. Les principaux résultats attendus concernent d'une part, la qualité de la programmation, l'identification, la formulation, la préparation et la mise en œuvre des programmes financés par l'UE dans un cadre coordonné avec les autres partenaires financiers et le gouvernement djiboutien, et d'autre part, une connaissance et un soutien accru des actions de coopération de l'UE.

Ces activités d'information et visibilité pourront porter sur i) les politiques et priorités clés via des campagnes et des initiatives de communication stratégique ; ii) le renforcement des relations bilatérales/multilatérales en s'engageant sur le long terme avec des publics et des partenaires clés pour instaurer la confiance, favoriser les contacts interpersonnels, développer et mobiliser des réseaux via des actions de diplomatie publique ; et iii) lutte contre la désinformation et la manipulation de l'information et renforcer la résilience de l'environnement de l'information via des initiatives dédiées.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

La présente action constitue une mesure d'accompagnement à la préparation et mise en œuvre des actions financées sur le nouvel instrument de coopération NDICI, ainsi qu'aux objectifs et priorités de l'UE en matière de coopération au développement dans le cadre du programme des Nations unies de développement durable à l'horizon 2030, des objectifs de développement durable, de l'Accord de Paris, du Programme d'action d'Addis Abeba de 2015, y compris dans le cadre de la stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE de 2016, et du Consensus européen pour le développement.

Le Pacte national solidaire (PNS) comme cadre d'actions post-COVID-19, le second PND 2020-2024 et la stratégie « Inclusion, Connectivité, Institutions » traduisent les objectifs de développement du Gouvernement. La programmation conjointe 2021-2027 est alignée sur ce cadre stratégique, avec un focus sur trois priorités : i) ville propre et résiliente ; ii) institutions fortes ; iii) jeunesse avec perspectives et génératrice de croissance. Le programme de coopération au titre du nouvel instrument de coopération comprend l'appui à trois priorités : l'accès à l'eau et l'assainissement liquide et solide, la formation, et la gouvernance.

La présente action vise à soutenir la mise en œuvre de la coopération UE-Djibouti et à accompagner la mise en œuvre des nouveaux instruments de la coopération au développement de l'UE ; elle s'inscrit dans la continuité d'autres mesures de soutien prévues sur les financements du Fonds européen de développement (FED), mais arrivant à échéance. Au-delà d'un soutien aux capacités nationales, cette action vise à développer une meilleure communication quant à l'action européenne, afin que celle-ci soit mieux connue et comprise par un large public djiboutien.

Par ailleurs, les résultats et informations issues des assistances techniques, des études d'identification, de formulation et de faisabilité, ainsi que des enquêtes et/ou sondages statistiques, continueront à être partagées et utilisées par les autres acteurs européens (notamment la France) pour la mise en œuvre de leurs actions et de nos actions communes.

2.2 Analyse des problèmes

Dans le contexte de Djibouti, les différents ministères techniques continuent de montrer des insuffisances dans leurs capacités de conception et de suivi des programmes de développement dans les différents secteurs d'intervention. Si des programmes structurants de renforcement des capacités sont actuellement en cours et pourront produire des résultats à moyen terme, des actions ponctuelles d'appui sont nécessaires afin que sur le court terme les ministères partenaires et les acteurs non étatiques soient capables de participer à l'identification et à la programmation des actions, ainsi que d'assumer leur rôle de maître d'œuvre des programmes de coopération et d'acteurs essentiels de la coopération au développement.

L'accent étant désormais mis sur la collaboration avec le secteur privé, il serait important d'appuyer le Gouvernement dans la préparation des programmes et projets de qualité, et de susciter le dialogue en vue d'accroître l'impact des interventions de l'UE. Cette ambition demande un travail de conception et de formulation des interventions plus en profondeur et visant des aspects qualitatifs. Ce projet vise à apporter un soutien à travers des études, des rapports d'analyse et de formulation des projets, à réaliser des actions d'informations et des campagnes de communication ciblées, tenant compte de la spécificité des différentes parties prenantes.

Il est ainsi nécessaire de favoriser les échanges avec les acteurs étatiques (y compris au niveau des régions) et non étatiques (secteur privé et société civile), afin d'assurer une meilleure visibilité, compréhension et appropriation des initiatives de l'UE par les acteurs locaux du développement. Concernant le suivi de la stratégie « Inclusion, Connectivité, Institutions », le cadre institutionnel prévoit un Comité interministériel et un secrétariat technique pour le suivi et l'évaluation pour faciliter le pilotage des politiques publiques permettant d'atteindre les résultats de la stratégie en intégrant les cibles prioritaires des ODD. L'intervention permettra de rendre plus efficace la planification, la programmation budgétaire, le suivi-évaluation des politiques et la coordination de l'aide tenant compte du programme des Nations unies de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063.

Les principales parties prenantes intervenant dans la gestion de la coopération au développement sont constituées :

- Des **ministères techniques** qui assurent la maîtrise d'œuvre des projets financés par l'UE et qui ont la responsabilité de conduire les réformes nécessaires visant à améliorer le cadre des affaires et à encourager les initiatives privées ;
- Du **secteur privé** dont le rôle devient essentiel dans le cadre des nouvelles orientations de la coopération au développement qui mettent l'accent sur le développement du secteur privé, l'accroissement des investissements extérieurs, le développement des compétences nationales et la création d'emplois ;
- **D'organisations de la société civile** (OSC) et des ONGs nationales et internationales dont la collaboration sera recherchée en vue de renforcer leur partenariat avec l'UE et leur rôle d'acteurs du développement ;
- De la **Délégation de l'Union européenne** qui s'assure que les interventions sont en ligne avec les priorités de l'UE, et que les valeurs fondamentales sont prises en compte et respectées ;
- Du **dispositif institutionnel de suivi de la nouvelle stratégie de développement « Inclusion, Connectivité, Institutions »**

Le principal bénéficiaire de l'action sera la structure de coordination de l'aide au ministère de l'Économie et des Finances (MEFI) pour mieux exercer les tâches liées à la programmation et mise en œuvre des interventions prévues dans le cadre du NDICI.

Il est important de préciser que l'ensemble de la population djiboutienne bénéficiera d'une meilleure mise en œuvre de la stratégie de coopération au développement « Djibouti I.C.I » et de son suivi, en tant que bénéficiaire final.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

Objectif général

L'objectif global du projet est l'exécution réussie de la stratégie de développement du gouvernement de la république de Djibouti à travers des programmes de développement financés par l'Union européenne.

Objectif spécifique

- i) Une meilleure identification et exécution des actions sous financement du programme indicatif pluriannuel national et du programme indicatif pluriannuel régional et d'autres fonds de l'Union européenne (UE) à Djibouti ;
- ii) Une meilleure sensibilisation des acteurs clé, ainsi que du large public, aux questions générales de développement et une visibilité et connaissance accrues pour les actions de l'UE, en particuliers les Team Europe Initiatives dans le pays.

Résultats attendus

1. Mise en œuvre des projets et programmes financés par l'Union européenne

1.1 Les programmes à soutenir dans le cadre du NDICI (au niveau national et régional) et d'autres instruments communautaires sont identifiés, instruits et préparés.

1.2 La formulation et la préparation des programmes à soutenir sont faites dans les temps pour garantir la bonne exécution du programme indicatif national et du programme indicatif régional.

1.3 Sur les projets en cours financés dans le cadre du NDICI, les études, audits et évaluations qui ne peuvent être financés par les projets eux-mêmes sont réalisés grâce à la Facilité de Coopération.

1.4 L'assistance technique ponctuelle (y compris des études) sur les thématiques qui ne sont pas couvertes par d'autres appuis institutionnels est apportée.

2. Appui au renforcement des capacités et à la sensibilisation des acteurs de la coopération sur les questions liées au partenariat Djibouti – Union européenne

2.1 Conférences et séminaires permettant le renforcement des capacités des acteurs clés de la coopération en république de Djibouti (acteurs étatiques ou non étatiques).

2.2 Activités de formation sur les sujets relatifs aux priorités du nouvel Instrument de coopération.

2.3 Participation des acteurs clés aux réunions nationales ou internationales organisées dans les pays bénéficiaires ou par des instances autres que la Commission pour une connaissance plus approfondie des questions de développement.

3. Le partenariat Djibouti – Union européenne est plus visible et mieux connu par la population djiboutienne

3.1 La visibilité et la compréhension des diverses dimensions du nouvel Instrument de coopération et des actions de coopération de l'UE en république de Djibouti sont améliorées et le soutien aux actions de l'UE dans le pays et la région est renforcé.

3.2 Activités indicatives

Principales activités

Les activités sont présentées en liaison avec les résultats attendus et à titre non exhaustif.

- 1. De l'assistance technique court terme/ponctuelle pour du renforcement de capacités.
- 2. Des séminaires, conférences, ateliers et formation (organisation et participation).

3. Des actions de communication stratégique et de diplomatie publique.
4. Des études, des audits et des évaluations.

Ces activités visent à améliorer la visibilité de l'UE, de ses interventions y compris dans le cadre des Initiatives Team Europe avec les Etats membres, et ses valeurs auprès du public et des partenaires, à renforcer la confiance et la compréhension mutuelle entre l'UE et les citoyens, et à combattre les 'fake news'. Elles s'appuieront sur plusieurs vecteurs de transmission (réseaux sociaux, radio communautaires, bandes dessinées, dessin animés, web forum, relations presse, sponsoring, publicité, édition magazine etc..) et prendront plusieurs formes (campagnes de sensibilisation, concours, expositions, caravanes, salons et foires, rédactionnels favorables, relations publiques événementielles, parrainages, formation des journalistes, événements artistiques et culturels etc.).

Les activités de communication stratégique cibleront la population au sens large en incluant des contenus traduits dans différentes langues locales pour toucher au mieux le public et maximiser la circulation et la compréhension des messages clés.

3.3 Intégration des questions transversales

Les ministères bénéficiaires des interventions d'assistance technique pour la formulation et le suivi des projets et programmes devront s'assurer de l'intégration des aspects d'égalité entre hommes et femmes dans toutes les actions. Les initiatives proposées devront également être en adéquation avec les principaux défis environnementaux, les questions de gouvernance, et qu'elles respectent la dignité humaine ainsi que toutes questions transversales pertinentes.

3.4 Risques et enseignements tirés

Categorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
Politique	La qualité et la continuité du dialogue acteurs étatiques (ministères techniques) – acteurs non étatiques (secteur privé et OSC)-Délégation de l'UE, ne sont pas assurées.	Haute	Haut	-Implication de tous les acteurs à tous les stades du cycle du projet de manière pertinente et efficace. -Mise en place des mécanismes efficaces de suivi/évaluation, d'information, de sensibilisation et de visibilité.
Partenaires	Faible implication des acteurs non étatiques (organisations non gouvernementales et secteur privé) dans la mise en œuvre des actions dans le cadre du NCDI.	Haute	Haut	Mise en œuvre d'actions spécifiques de communication et de renforcement des capacités envers les OSC et le secteur privé.
Politique	Engagement politique insuffisant pour soutenir les mesures et orientations reprises dans la stratégie de coopération.	Moyenne	Moyen	Le gouvernement djiboutien adopte des actions fortes pour renforcer l'implication de l'administration dans la mise en œuvre de la stratégie relative à l'inclusion, la connectivité et le renforcement des institutions.

Enseignements tirés :

Ce projet s'inscrit dans la continuité des précédents projets d'appui au ministère chargé de la coordination de l'aide et des projets de facilitation de coopération technique. Cette FC constitue une suite des projets qui assuraient l'appui financier et technique aux services de l'ex-ordonnateur national (ON). Les principaux enseignements liés à la mise en œuvre des appuis successifs peuvent être résumés comme suit :

- L'instrument FC est indispensable pour apporter une expertise nécessaire visant à appuyer les exercices d'analyse, de programmation, d'identification et de formulation des projets et sa flexibilité permet de répondre à des besoins ponctuels.
- La faible visibilité des résultats des actions de coopération de l'UE à Djibouti. Il est dès lors nécessaire d'améliorer la visibilité des activités de coopération en proposant une stratégie de communication qui tient compte des besoins des différents groupes cibles en vue de leur proposer des activités de communication ciblées apportant des réponses précises.
- La structure de coordination de l'aide au niveau du MEFI (ex-Ordonnateur national du FED) permet de relayer de manière coordonnée la vision des orientations stratégiques de la coopération au développement auprès de l'Administration centrale, des ministères techniques, des OSC et du secteur privé, permettant ainsi une plus grande appropriation des projets par les ministères techniques en renforçant leurs capacités de maîtrise d'œuvre.

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est basée sur une vision à long terme du développement économique et social avec pour finalité, l'amélioration des conditions de vie des populations.

Ce partenariat s'inscrit dans un processus évolutif en ligne avec le programme des Nations unies de développement durable à l'horizon 2030 et les priorités du PND 2015-2019 et son successeur en démarrage pour la période 2020-2024.

Dans ce contexte, les défis majeurs à relever par le gouvernement et la Délégation de l'UE sont nombreux. Il s'agit de :

(i) l'optimisation de la formulation des programmes de coopération de qualité et des synergies d'actions entre les parties prenantes concernées par les financements des programmes ; (ii) la concrétisation de la mobilisation des fonds disponibles dans le cadre du NDICI et de ses instruments. Pour relever ce défi, une transition fluide est requise entre projets et programmes du 11^e FED 2014-2020 et les programmes en identification dans le cadre du NDICI.

Ces initiatives devront être portées par des actions d'information et des campagnes de communication stratégiques, menées par la Délégation afin d'optimiser la visibilité des interventions de l'UE à Djibouti.

3.6 Matrice indicative du cadre logique

Modalité de projet

	Chaîne des résultats: principaux résultats attendus (au maximum 10)	Indicateurs (au moins un indicateur par résultat attendu)	Sources des données	Hypothèses
Impact (objectif général)	Contribuer à maximiser l'efficacité, l'efficacité et l'impact de l'aide de l'UE en vue d'améliorer les conditions de vie de la population djiboutienne, à travers le développement économique du pays, la diminution de la pauvreté et le renforcement de la gouvernance.	<ul style="list-style-type: none"> • Score dans les différents classements produits par les organismes internationaux • Évolution du PIB per capita • Taux de pauvreté 	-Classement Indice de développement humain -Classement « Doing Business » -Classement indice de perception de la corruption -Statistiques nationales	<i>Sans objet</i>
Effet(s) direct(s) [objectif(s) spécifique(s)]	Accompagner la formulation qualitative et structurante des projets et programmes pour l'obtention de financements en lien avec les modalités du NDICI. Une meilleure connaissance, compréhension et un meilleur niveau de soutien aux actions de l'UE et à son rôle dans la région et le monde	<ul style="list-style-type: none"> • Montant des ressources découlant des nouveaux instruments financiers • Qualité de mise en œuvre • Résultats satisfaisants des évaluations des projets • Connaissance et soutien parmi le public cible 	-Rapport final d'évaluation -Rapports des missions Result Oriented Monitoring (ROM) -Résultats d'enquêtes - Enquête de base 2022	L'Administration gestionnaire de la coordination de l'aide s'adapte aux nouveaux enjeux de la coopération. Le dialogue politique UE-Djibouti se

				poursuit dans un cadre collaboratif efficace.
Produits	<p>Les programmes financés par l'UE sont mieux identifiés, instruits, préparés et mis en œuvre, y intégrant pleinement les questions transversales (e.g. genre, gouvernance, environnement, société civile).</p> <p>L'assistance technique ponctuelle (y compris les études) qui n'est pas couverte par d'autres appuis institutionnels est apportée.</p> <p>Actions de communication stratégique sont mises en place et atteignent de nouveaux publics</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Études spécifiques /Identification et formulation • Approche participative dans la formulation de projets • Taux d'utilisation de la FC • Pourcentage d'études prenant en compte le genre et l'environnement • Portée • Engagement • Nombre d'abonnés • Ratio de clics² 	<p>-Rapports, études de missions de formulation du nouveau programme</p> <p>-Présence d'indicateurs mesurant les questions transversales dans tous les projets</p>	La volonté du gouvernement d'améliorer les conditions de vie de la population est réelle.

² Des indicateurs, des références de base et des objectifs seront définis dans le plan de communication stratégique et de diplomatie publique, qui sera développé par la Délégation.

4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il n'est pas envisagé de conclure une convention de financement avec Djibouti.

4.2 Période indicative de mise en oeuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 3 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de 48 mois à compter de l'adoption par la Commission de la présente décision de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en oeuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

Sans objet

4.4 Modalités de mise en oeuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE³.

4.4.1 Gestion directe (passation de marches)

Les activités seront mises en œuvre en gestion directe. La Facilité de coopération aura pour objectif d'appuyer l'identification et la formulation des projets/programmes, d'organiser des formations et la réalisation d'études spécifiques qui ne sont pas couvertes par d'autres appuis institutionnels.

4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

³ www.sanctionsmap.eu. Please note that the sanctions map is an IT tool for identifying the sanctions regimes. The source of the sanctions stems from legal acts published in the Official Journal (OJ). In case of discrepancy between the published legal acts and the updates on the website it is the OJ version that prevails.

4.6 Budget indicatif

Indicative Budget components⁴	EU contribution (amount in EUR)
Passation de marchés (gestion directe) – voir section 4.4.1	3 600 000
Objective/Outputs Activité 1- Faciliter l'identification, la formulation, et la mise en œuvre des projets et programmes Résultat n°1 : Meilleure identification des actions Résultat n°2 : Qualité améliorée de la formulation et mise en œuvre des programmes sur fonds UE du Document de programmation conjointe et autres fonds de l'UE	2 200 000
Activité 2- Appuyer le renforcement des capacités et la sensibilisation des acteurs de la coopération sur les questions liées au Partenariat UE-Djibouti Résultat n°1 : Acteurs et partenaires de la coopération sensibilisée sur les nouvelles modalités de coopération dans le cadre du NDICI <ul style="list-style-type: none"> • Résultat n°2 : Conférences, séminaires, formations dans le domaine du partenariat réalisées 	500 000
Activité 3- Renforcer la visibilité du Partenariat UE-Djibouti et de l'UE/ Communication stratégique <ul style="list-style-type: none"> • Résultat n°1: Actions de communication mises en oeuvre • Résultat n°2 : Visibilité, sur les actions de l'UE, en particuliers les Team Europe Initiatives, et sur les politiques de l'UE améliorée 	500 000
Activité 4- Réaliser des études, audits et évaluations qui ne peuvent être financés par les projets eux-mêmes <ul style="list-style-type: none"> • Résultat n°1 : AT ponctuelle fournie sur les thématiques non couvertes par d'autres appuis 	400 000
Evaluation – cf. section 5.2 Audit – cf. section 5.3	200 000
Provision pour dépenses imprévues ⁵	200 000
Total	4 000 000

⁵ Consider that contracts where no financing agreement is concluded, contingencies have to be covered by individual and legal commitments by 31 December of N+1.

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Le pouvoir adjudicateur est la Délégation UE, qui assure la gestion administrative, comptable et financière de la décision de financement (Facilité de Coopération).

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

5 MESURE DE PERFORMANCE

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élaborera régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par le biais des indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, elle établira un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborera régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (produits et effets directs), mesurés par le biais des indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique.

Les indicateurs relatifs aux ODD et, le cas échéant, les indicateurs définis d'un commun accord, par exemple dans le document de programmation conjointe, devront être pris en considération.

Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.2 Evaluation

Compte tenu la nature de l'action, il ne sera pas procédé à une (des) évaluation(s) de la présente action ou ses composantes.

Si aucune évaluation n'est prévue, la Commission peut, au cours de la mise en œuvre, décider de procéder à une évaluation pour des raisons dûment justifiées, soit de son propre chef soit à l'initiative du partenaire.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Le financement de l'évaluation sera couvert par une autre mesure constituant une décision de financement.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATEGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

Sur le plan régional et mondial, les montants alloués à la communication stratégique et de diplomatie publique seront gérés depuis le siège.

Sur le plan national, les documents d'action pour les programmes sectoriels spécifiques ne doivent plus inclure une disposition pour les activités de communication promouvant les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

À cette fin, les Délégations élaboreront dans un premier temps un plan de communication stratégique et de diplomatie publique à court-terme qui reflètera les objectifs de la Délégation dans son ensemble dans ce domaine. Ces plans couvriront dans un premier temps la période allant jusqu'à l'évaluation de mi-parcours. Les plans seront approuvés par un mécanisme de coordination composé du SEAE, de la DG INTPA, de la DG NEAR et FPI, et seront examinés, modifiés et étendus le cas échéant lors de l'évaluation de mi-parcours.

La DUE à Djibouti est également accréditée auprès de l'IGAD. L'objectif principal tant au niveau national comme régional est de renforcer la communication sur notre travail, de faire mieux connaître les domaines de développement financés par l'UE et mis en œuvre par l'institution. Les objectifs sont donc clairement de donner son rôle à la Délégation de l'UE sur 3 plans :

- Politique, au travers des actions menées en faveur de la gouvernance et du respect des droits humains;
- Partenariat au développement, en intensifiant nos opérations de communication centrées plutôt sur des thématiques et occasionnellement sur certains projets phares;
- Diplomatie, par le biais de la culture en créant des espaces-événements de dialogue interculturel entre Djibouti et l'Europe sans exclure la dimension régionale.

Notre objectif de communication pourrait être fixé à un taux de notoriété induite de 70% pour l'Union européenne.

Public cible

Il est important de le segmenter pour distinguer des cibles qui seront atteintes par des canaux et des formats de communication distincts. Publics cibles :

Communication aux bénéficiaires directs :

1. Population urbaine (bénéficiaires, jeunes et femmes) ;
2. Population rurale (bénéficiaires, jeunes et femmes)

Communication avec nos interlocuteurs/partenaires

- a. Les autorités djiboutiennes ;
- b. Les médias ;
- c. Les organisations de la société civile locales et internationales ;
- d. Les écoles et universités ;
- e. Le secteur privé et les organismes professionnels ;
- f. Les partenaires des Nations Unies, ONG, etc. ;

- g. Les États membres de l'UE ;
- h. Les délégations de la région ;
- i. Le siège à Bruxelles.

Messages clé

Axée sur les valeurs de l'UE, en particulier la promotion des droits de l'homme, et le développement durable, la campagne a pour objectif global de consolider l'image de l'UE en tant que partenaire clé des Djiboutiens. Ce concept serait commun à tous les publics cibles mais pourrait être adapté pour certains groupes.

Niveau national

- « L'Union européenne accompagne le peuple djiboutien dans le développement durable à travers l'appui à son économie et de ses institutions » ;
- « L'Union européenne, partenaire pérenne de Djibouti ».

Niveau régional :

- « The European Union and IGAD: regional integration is what we do ».

Canaux et outils de communication

La délégation de l'Union européenne à Djibouti va utiliser différents canaux pour cibler différents segments d'audience :

- **Télévision** : est une chaîne d'information générale et de divertissement. Elle diffuse en quatre langues : le somali, l'afar, l'arabe et le français. Il est efficace pour communiquer à l'échelle nationale. Cible 1.
- **Radio** : a un taux de pénétration plus faible que la télévision, mais elle peut être intéressante pour toucher la population djiboutienne vivant en milieu rural avec un accès limité à l'électricité. Cible 2.
- **Presse écrite** : la presse écrite a une portée limitée mais communique efficacement avec les autorités djiboutiennes. Cibles a a g.
- **La newsletter** : la newsletter est utile pour renforcer le partenariat avec les autorités djiboutiennes et les partenaires d'exécution.
- **Site de la délégation** : le site Internet donne une première impression de la présence de la délégation à Djibouti et doit permettre à un public national et international de se renseigner sur ses activités et son actualité.
- **Réseaux sociaux** : sont une réelle opportunité pour toucher de larges pans de la population. La fréquence de publication devrait être plus importante sur Facebook comme sur Twitter. Twitter a une audience limitée à Djibouti, mais est une plateforme efficace pour communiquer avec les autorités et une population urbaine ouverte sur l'international. YouTube devrait servir de bibliothèque de toutes les vidéos produites par la délégation, des spots courts et des documentaires. Ils peuvent être triés en listes de lecture.
- **Organisation d'événements et articles promotionnels** : doivent être couverts par des médias appropriés. De plus, il est important d'inviter des influenceurs et des organisations de la société civile actifs sur les réseaux sociaux car ils auront un effet multiplicateur en relayant les messages et en assurant une visibilité grâce aux hashtags fournis par l'équipe organisatrice. L'organisation d'événements annuels tels que la Journée de l'Europe, le Festival du film de l'UE, le nettoyage des plages de l'UE...) et d'autres événements à définir ainsi que les articles promotionnels visent à montrer les valeurs culturelles de l'UE et à promouvoir les relations culturelles et la coopération UE-Djibouti.
- **Autres moyens de communication et diplomatie culturelle**. En plus des moyens ci-dessus pour gagner en visibilité, la délégation de l'UE à Djibouti pourrait approcher un groupe de chanteurs pour commander la composition d'une chanson célébrant la coopération UE-Djibouti. Il est également possible de demander un clip vidéo et une bande son, qui peuvent être partagés à la radio ou sur les réseaux sociaux. Événements annuels supplémentaires tels que des concerts, des représentations théâtrales, etc. Ces événements sont l'occasion d'appliquer la diplomatie culturelle pour promouvoir les valeurs européennes.

Informations administratives clés :

Les managers qui seront en charge de la communication et de la visibilité au quotidien seront :

- L'assistant presse et information ;
- Le chef de la section presse et information politiques ;
- Le chargé de coordination de la communication ;
- Les chargés de programmes ;
- Le chef de la section coopération ;

Le budget estimé sera de 500 000 EUR pour une période indicative de 7 ans.

La mise en œuvre se fera par l'intermédiaire de marchés de services. En particulier, la procédure simplifiée sera privilégiée tenant compte de la taille de nos futurs contrats.

Appendix 1 RAPPORT DANS OPSYS

Option 1: Action level		
<input checked="" type="checkbox"/>	Single action	Present action: all contracts in the present action
Option 2: Group of actions level		
<input checked="" type="checkbox"/>	Group of actions	Actions reference (CRIS#) : 2021/043-230 Present action
Option 3: Contract level		
<input checked="" type="checkbox"/>	Single Contract 1	AT court terme pour identification et formulation des programmes et projets - Services, Contrats cadre
<input checked="" type="checkbox"/>	Single Contract 2	Séminaires, conférences, ateliers et formations - Services
<input checked="" type="checkbox"/>	Single Contract 3	Actions de visibilité concernant les projets et programmes/Team Europe Initiatives - Services
<input checked="" type="checkbox"/>	Single Contract 4	Missions d'expertise, de suivi et audit technique
	(...)	
<input type="checkbox"/>	Group of contracts 1	